

## Chili : violente manifestation contre Pinochet

d'après AFP

Une violente manifestation contre le régime militaire s'est produite hier soir au centre de Santiago du Chili, des centaines de personnes ayant tenté de marcher vers l'autel de la patrie, monument proche du palais présidentiel de la Moneda.

La police, qui est intervenue contre les manifestants avec des canons à eau, des bombes lacrymogènes et des chiens policiers, a procédé à l'arrestation de dizaines de personnes.

«Il (le régime militaire) va tomber, il va tomber», «le peuple uni ne sera jamais vaincu», criaient notamment les manifestants.

Cette manifestation est intervenue 48 heures avant la cinquième journée de protestation nationale contre le régime du président Pinochet, prévu pour demain.

Le commandement national des travailleurs (CNT), regroupement de confédérations syndicales chiliennes, a appelé hier ses membres à participer à la cinquième journée de protestation contre le régime Pinochet, prévue pour le 8 septembre.

En dix années de gestion, «le gouvernement a répondu par la répression, la mort, l'envoi en résidence forcée, les brimades et les tortures aux demandes justes des travailleurs et de tous ceux qui se levaient, dégoûtés, pour lutter pacifiquement pour la démocratie», a notamment déclaré la direction du CNT pour expliquer sa décision.

La journée de protestation de demain, convoquée par l'Alliance démocratique, mouvement d'opposition au général Pinochet regroupant des personnalités de la droite à certains secteurs de la gauche socialiste, prévoit un boycott des commerces, des établissements scolaires et des transports, ainsi que des concerts de casseroles.

D'autre part, le dirigeant syndical chilien, M. Rodolfo Seguel, va être à nouveau poursuivi en justice sous l'accusation d'avoir proféré des injures et calomnies à l'encontre du chef de l'Etat, le président Augusto Pinochet, a-t-on annoncé hier de source officielle.

M. Seguel, âgé de 29 ans, dirigeant du Syndicat des mineurs du cuivre et président de la direction nationale des travailleurs chiliens (CNT), aurait ac-

cusé le général Pinochet d'être un «dictateur absurde, obsédé et fanatique», dans des déclarations publiées la semaine dernière par le quotidien Excelsior de Mexico puis reproduites dans la capitale chilienne.

Le président de la CNT a confirmé hier les propos tenus contre le général Pinochet. «Qu'il soit un dictateur, je l'ai toujours dit», a indiqué M. Seguel en maintenant les qualificatifs «obsédé» et «absurde» à l'encontre du chef de l'Etat.

Poursuivi en juin dernier et emprisonné durant trois semaines, notamment sous l'accusation d'incitation à la subversion, M. Seguel avait été l'un des principaux organisateurs de la première journée nationale de protestation, le 11 mai dernier au Chili, ainsi que des trois suivantes.

Ces poursuites engagées contre le président de la CNT surviennent quelques heures seulement après l'appel à la cinquième journée de protestation.

## France : mobilisation politique pour les élections municipales

d'après Reuter

Dreux qui somnolait il y a quelques années encore au confluent de Leure et de la Blaise, et dont le charme tranquille était célèbre par les dépliants touristiques, est actuellement l'objet de prises de position politiques sans précédent avant le second tour des élections municipales partielles dimanche prochain.

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, les chefs ou personnalités des principales formations de la majorité comme de l'opposition ont pris position devant la poussée spectaculaire de la liste d'extrême-droite (16,72 pour cent). Celle-ci, conduite par M. Jean-Pierre Stirbois, a fait alliance pour le second tour avec la liste commune (R.P.R.-U.D.F.) d'opposition, conduite par M. Jean Hiaux. M. Stirbois y figurera en quatrième position.

Les problèmes liés à une immigration intensive au cours de ces dernières années (24 pour cent d'immigrés dans une population estimée à 33,047 habitants) dans une ville jusque là à vocation es-

sentiellement agricole, ont été la toile de fond des élections de dimanche dernier comme ils l'avaient été en mars dernier. À cette date Mme Françoise Gaspard, personnalité du P.S., avait été réélue d'une courte tête à la tête de la municipalité.

Devant l'ampleur prise par certaines manifestations racistes et polémiques, Mme Gaspard avait démissionné de son poste de maire. Le conseil d'état devait par la suite annuler les résultats.

Le succès de M. Stirbois, secrétaire-général du Front national dont M. Jean-Marie Le Pen, conseiller de Paris, est le président, est le premier de cette importance pour l'extrême-droite, depuis les années 50. Il a de plus été constaté que ce sont les milieux populaires qui ont apporté l'essentiel des suffrages à la liste d'extrême-droite.

M. Mauroy a fait approuver la semaine dernière au conseil des ministres un programme draconien de lutte contre l'immigration clandestine en même temps qu'étaient prises plusieurs mesu-

res tendant à une meilleure insertion des travailleurs immigrés dans la société française.

À propos du premier tour des élections de Dreux, M. Mauroy a fait remarquer mardi sur la deuxième chaîne de télévision, que, au-delà des résultats même de cette consultation, c'était le problème de l'immigration qui était posé.

«Je regrette profondément que les milieux populaires se laissent aller à nier leur vote de gauche, égarés par la passion. Ceux-là se trompent lourdement», a-t-il dit.

Battant le rappel de l'électorat traditionnel de la gauche, le premier ministre a dit: «Il faut soutenir une politique conforme à celle du gouvernement qui est celle de la fermeté et en même temps celle de la générosité».

M. Mauroy a rappelé que lors des élections municipales de mars il avait mis en garde l'opposition sur les risques qu'il y avait à «agiter» le problème de l'immigration et l'attitude à l'époque, de M. Jacques Chirac, maire de Paris et président du R.P.R. qui

avait désavoué la liste d'opposition à Dreux parce qu'elle y avait fait une place à M. Stirbois.

Le premier ministre a d'autre part «salué la position courageuse» de Mme Simone Veil, personnalité de l'opposition centriste et ancienne présidente du parlement européen qui avait refusé la veille l'alliance entre la liste d'opposition et le Front national.

Mme Veil qui s'était exprimée lundi soir sur la deuxième chaîne de télévision avait précisé qu'elle s'abstiendrait si elle avait à voter dimanche prochain à Dreux.

De son côté, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste a lancé un appel mardi aux électeurs de Dreux. «Le Front national c'est, ouvertement, le racisme le plus odieux, la violence en paroles et en actes contre la démocratie, l'hystérie anticommuniste (...) connaissant la longue tradition républicaine de votre ville, je pense qu'il est inconcevable qu'elle soit demain montrée du doigt dans tout le pays comme le bastion d'un groupe fascisant».

## Haiti : les intérêts du parlement en gérance

d'après AFP

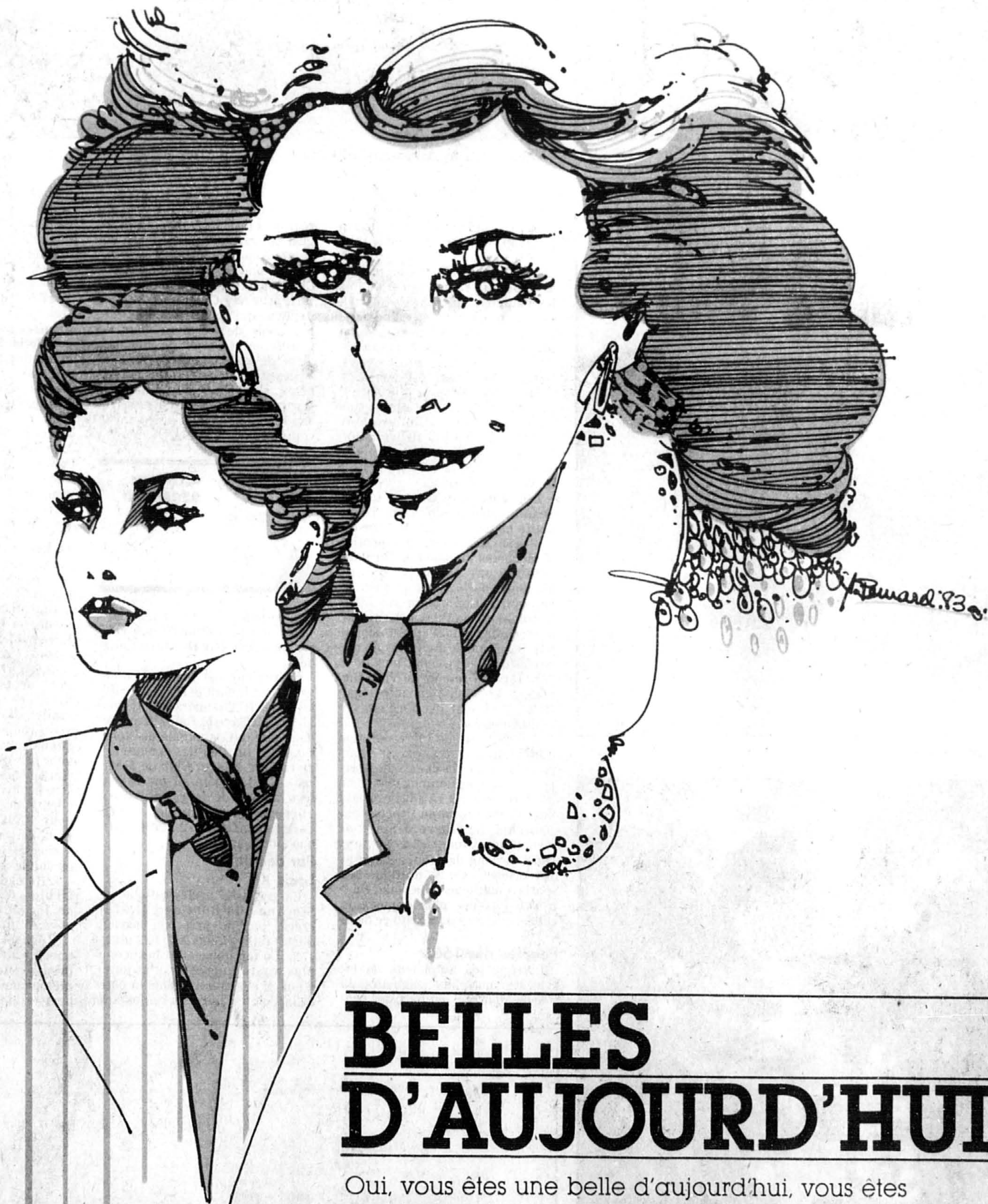
Une commission composée de cinq anciens députés et présidée par M. James Leveque, ancien président du Parlement haïtien, a été chargée de gérer les intérêts de la Chambre législative haïtienne jusqu'aux prochaines élections législatives, selon un décret présidentiel publié hier.

On sait que le parlement haïtien a été dissous le 27 août dernier après avoir adopté à l'unanimité la nouvelle constitution du pays. De nouvelles élections législatives sont prévues pour février prochain en Haïti.

Cette constitution qui reconduit le système de présidence à vie instauré par François Duvalier et la possibilité pour le chef de l'Etat de désigner son successeur, est la 18ème depuis l'indépendance du pays en 1804. Elle est entrée en vigueur en même temps que la dissolution du Parlement.

Deux articles représentent une innovation par rapport au dernier texte de 1964 qui ne prévoyait aucune disposition en cas de vacance du pouvoir. Le premier prévoit que le président «dans l'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions» peut confier l'autorité exécutive soit au successeur désigné soit à l'un de ses ministres. Au terme du second article, le chef de l'Etat peut déléguer la présidence du Conseil des ministres à un ministre d'Etat.

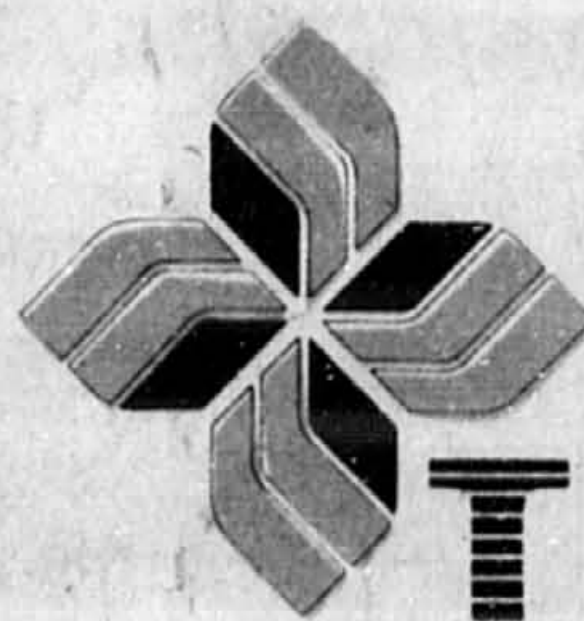
En revanche, la présidence à vie avec la possibilité pour le chef de l'Etat de désigner son successeur demeurent toujours aux termes de la nouvelle charte la base institutionnelle du régime.



## BELLES D'AUJOURD'HUI

Oui, vous êtes une belle d'aujourd'hui, vous êtes gracieuse, féminine, bien vêtue et vos vêtements proviennent en exclusivité des Galeries Dupuis.

*Ah, le bon goût!*



Naturellement vôtre...

# Les Galeries Dupuis

...une nouvelle vie

60 BOUTIQUES

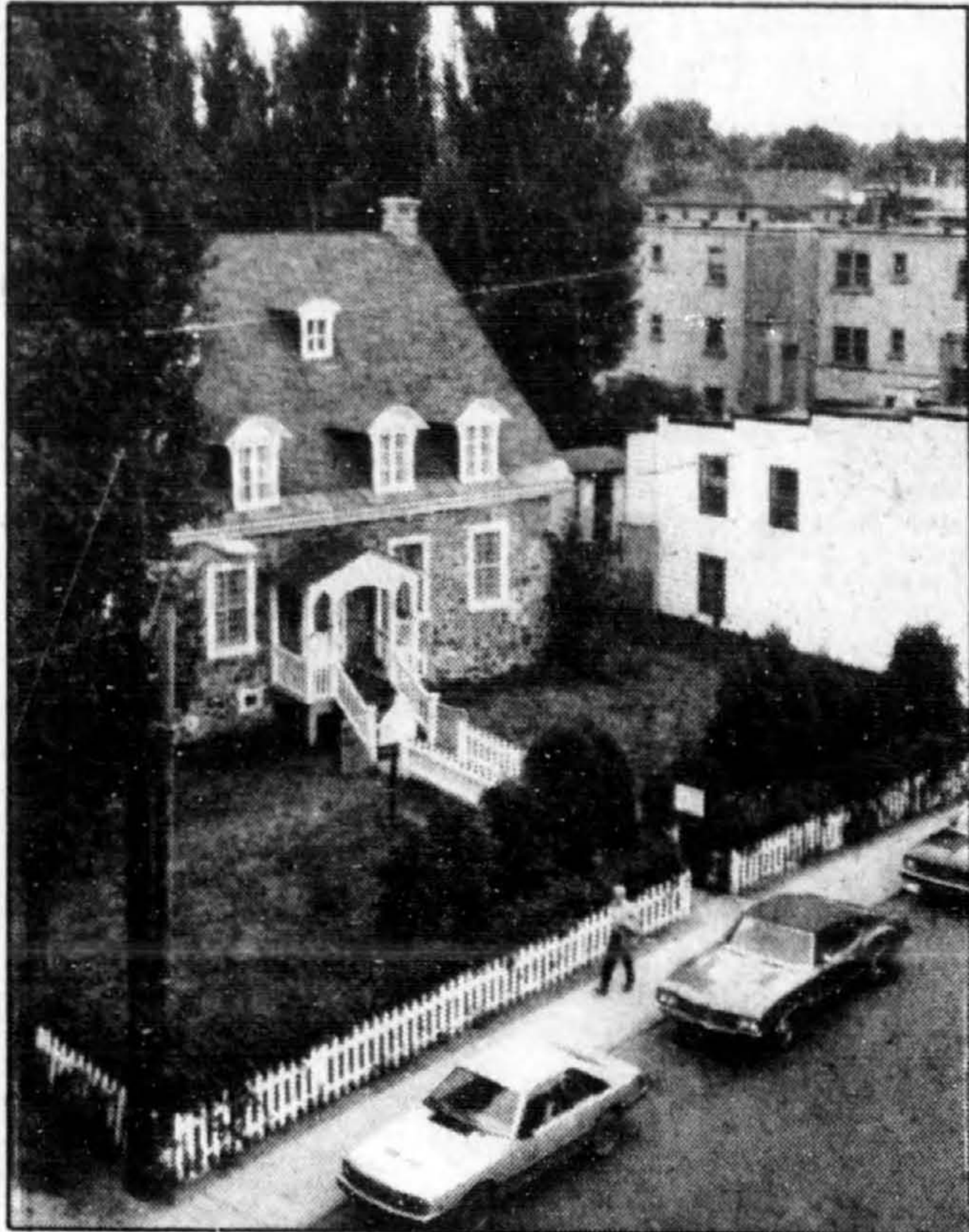


# STE-ANNE-DE-BELLEVUE

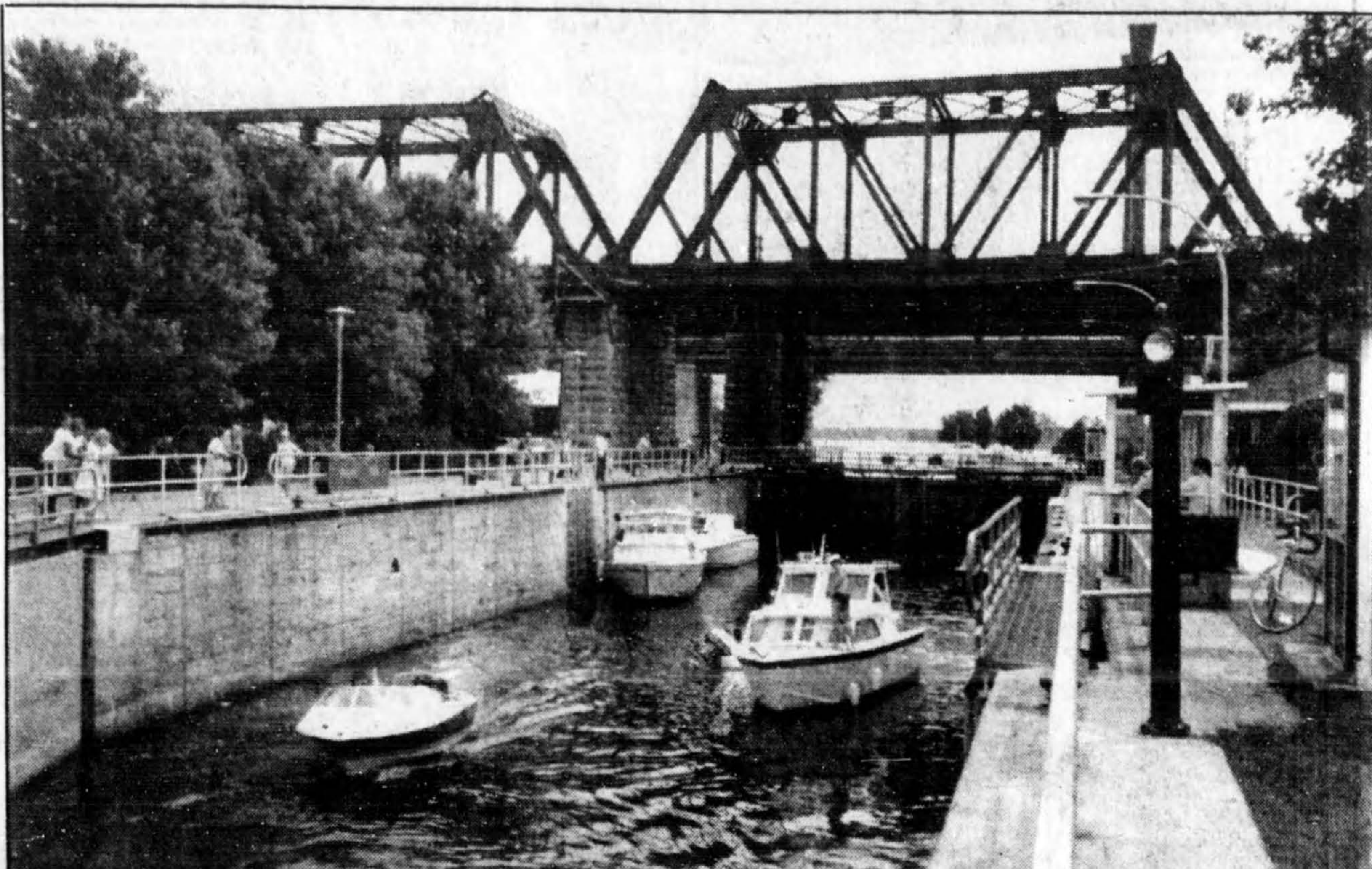


AU BOUT DE L'ÎLE

## Un jardin d'eau et de verdure

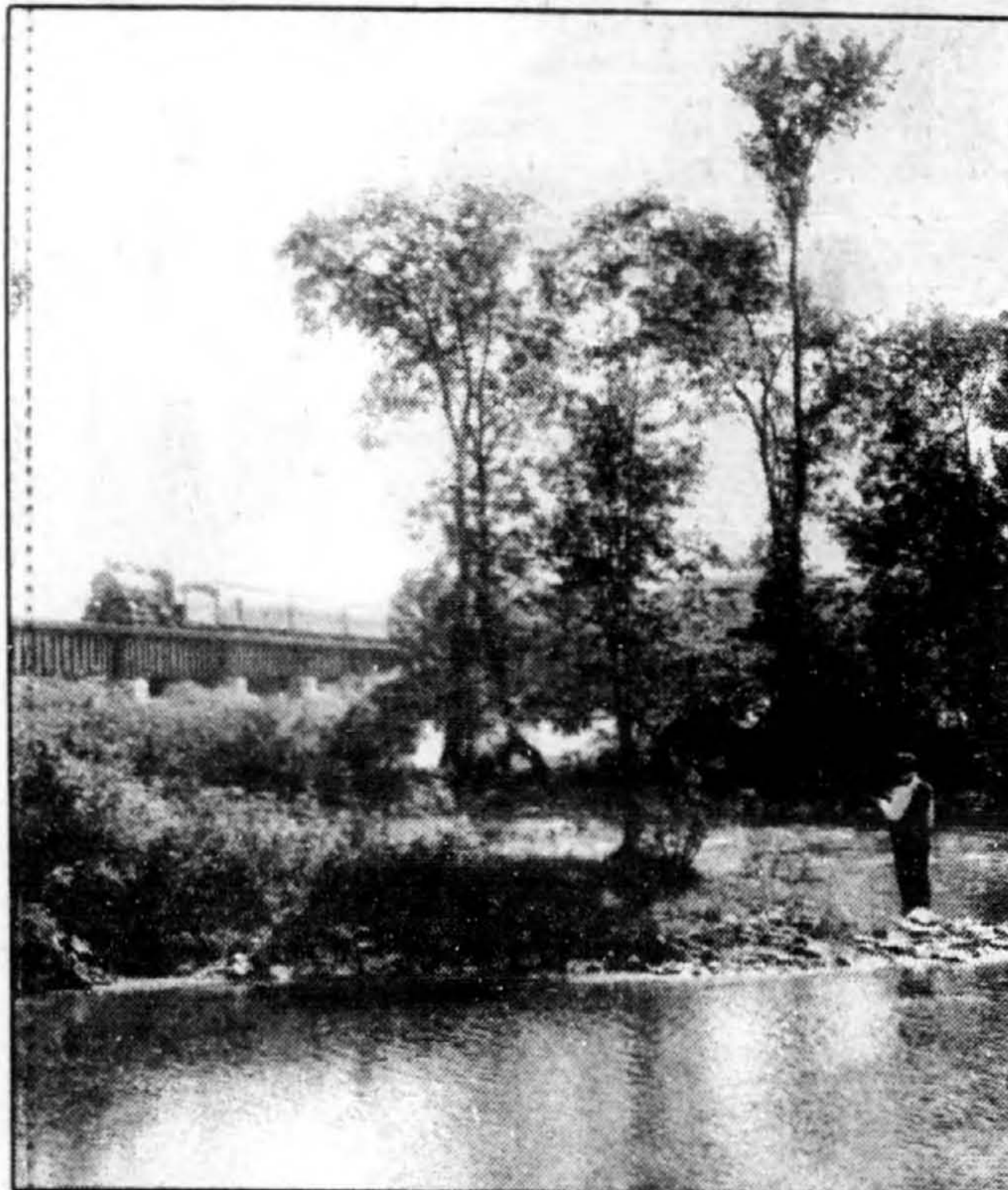


La maison Simon Fraser.

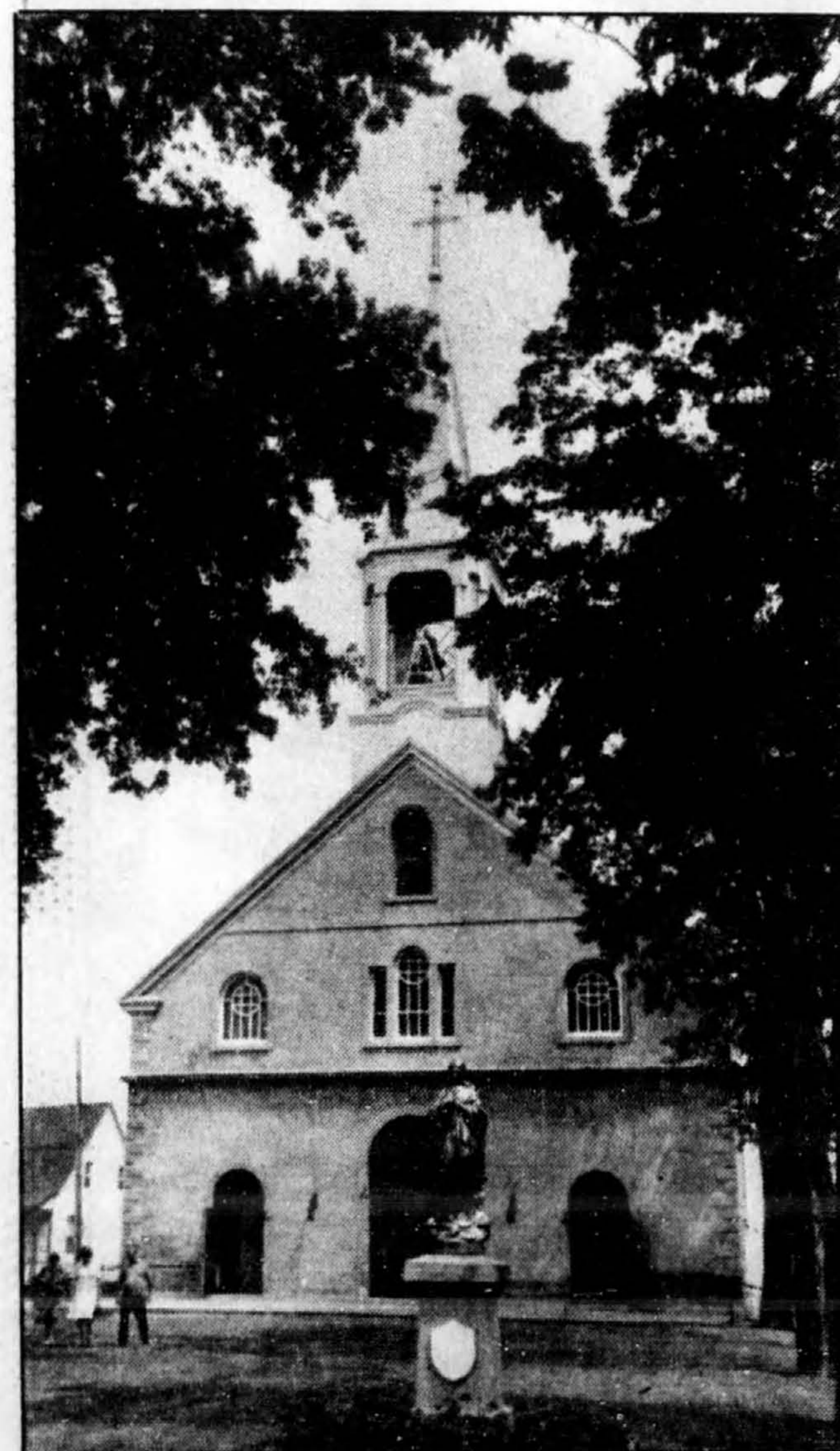


L'écluse de Ste-Anne-de-Bellevue.

photos Michel Gravel, LA PRESSE



Une image du temps jadis.



L'église paroissiale.

Les promeneurs du dimanche en mal de paysages différents — qui ne veulent pourtant pas trop s'éloigner du centre-ville de Montréal — trouveront à Sainte-Anne-de-Bellevue un décor qui leur rappellera à la fois les villages d'autrefois et le calme champêtre de la campagne anglaise. Cette petite municipalité de moins de 5000 habitants, située à l'extrême ouest du territoire de la CUM, est une ville d'eau et de verdure. Elle surgit au coeur d'une agglomération d'îles et de lacs, entre la rivière des Outaouais et le fleuve Saint-Laurent. Son histoire remonte aux débuts de la colonisation de la Nouvelle-France.

L'historienne Yvonne Cousineau-Lalonde a publié, en 1978, la petite histoire de Sainte-Anne-de-Bellevue. Son ouvrage fourmille d'anecdotes amusantes. On y découvre, par exemple, qu'aux alentours de 1615, au moment où Samuel de Champlain mouilla à la pointe est de l'île de Montréal, le territoire actuellement occupé par Ste-Anne-de-Bellevue et une partie du West Island portait le nom facile à retenir de Tiotenactokte... Ce mot algonquin signifiait : « Ici sont les derniers encampements ».

Le site avait déjà la réputation d'un endroit estival exceptionnel pour la pêche, la chasse et le repos. C'était également une sorte de dernier arrêt avant le départ vers l'Ouest inconnu. Encore aujourd'hui, on trouve à Ste-Anne de nombreux manoirs d'estivants situés le long des cours d'eau et des écluses. On y pratique les sports aquatiques et la voile. On y trouve l'un des plus importants clubs nautiques du territoire de la CUM.

### Peuplée dès 1663

Lorsque les Sulpiciens devinrent les nouveaux seigneurs de l'île de Montréal, en 1663, des pre-

mières terres furent octroyées à des nobles et à des militaires du régiment de Carignan, dans la région qui est devenue aujourd'hui Sainte-Anne-de-Bellevue.

Une concession fut accordée à Charles D'Ailleboust en avril 1672. Elle était contiguë au fief Bellevue qui fut attribué aux frères Louis de Berthet, Sieur de Chailly, et Gabriel de Berthet, Sieur de la Joubardière. Le fief Bellevue contenait alors 280 arpents de bonne terre. Les frères Berthet y construisirent une redoute en bois pour y pratiquer le commerce des pelleteries. C'est à



FLORIAN BERNARD

cet endroit que se trouve aujourd'hui la maison Simon Fraser, protégée par Héritage Canada.

Ce dernier est né en Écosse, vers 1760. Il était le fils d'un capitaine des Highlanders et fut, avec Simon McTavish, l'un des partenaires de la Compagnie du Nord-Ouest. Il fut l'un des fondateurs du célèbre Beaver Club de Montréal. Sa propriété en pierres située au 153 de la rue Ste-Anne abrite aujourd'hui le « Petit Café » et offre une halte historique aux visiteurs.

### Par décret de Louis XV

La paroisse ecclésiastique de Ste-Anne-du-Bout-de-l'Île fut créée, par un arrêt du conseil d'Etat du roi Louis XV, le 3 mars 1722. Le territoire était beaucoup plus vaste que celui d'aujourd'hui. Il s'étendait depuis la cote de la Pointe-Claire, en remontant

le long du fleuve, puis descendait jusqu'à la rivière de l'Orme et englobait l'île Perrot de même que la mission de l'Isle-aux-Tourtes ainsi que le territoire actuel de Senneville.

La paroisse de Ste-Anne-du-Bout-de-l'Île fut démembrée en 1831 pour donner naissance à d'autres municipalités, dont Senneville et Baie d'Urfé. Une proclamation du 18 juin 1945 créait la paroisse de Sainte-Anne. Les nombreux démembrements ne lui laissaient plus qu'une étendue d'un mille sur les rives de la rivière des Outaouais. Enfin, en 1878, une nouvelle partie de Ste-Anne-du-Bout-de-l'Île fut détachée pour donner naissance à la municipalité de Ste-Anne-de-Bellevue, dans ses limites territoriales actuelles.

### Le bon vieux temps

Les vieux citoyens de Ste-Anne se rappellent encore les premiers temps de leur village estival. Il y a une dizaine d'années seulement, on procédait encore à la criée publique sur les marches de l'église. Vers 1910, un seul personnage remplissait les attributions de pompier, policier, gardien des pompes, postier et maître-chante à l'église!

Un règlement, adopté en 1900, stipule que les chevaux ne doivent pas circuler plus vite qu'au trot et que les carrosses doivent être pourvus de grelots ou de clochettes de même que de fanaux pour s'éclairer le soir! Les chevaux doivent être attachés à pas moins de 3 arpents de l'église et on doit les séparer des juments...

L'Hôtel de Ville de Ste-Anne est un bijou d'architecture victorienne. Il a été construit en 1907 et rénové en 1973.

L'église paroissiale renferme quelques trésors d'orfèvrerie des premiers temps de la colonie de même que des sculptures en bois de grande valeur. Le collège

Macdonald possède une allure vertigineuse. Construit en 1906 par Sir William Macdonald et le Dr J. W. Robertson pour promouvoir l'enseignement agricole, il est devenu un haut-lieu du savoir, affilié à l'Université McGill. La construction du Clarendon Hotel, en 1901, apporta la joie de vivre à cette localité déjà célèbre pour ses séjours d'estivants. On vit affluer vers les rives du lac Saint-Louis les riches entrepreneurs de Montréal. Certains y construisirent des manoirs imposants qui subsistent encore aujourd'hui.

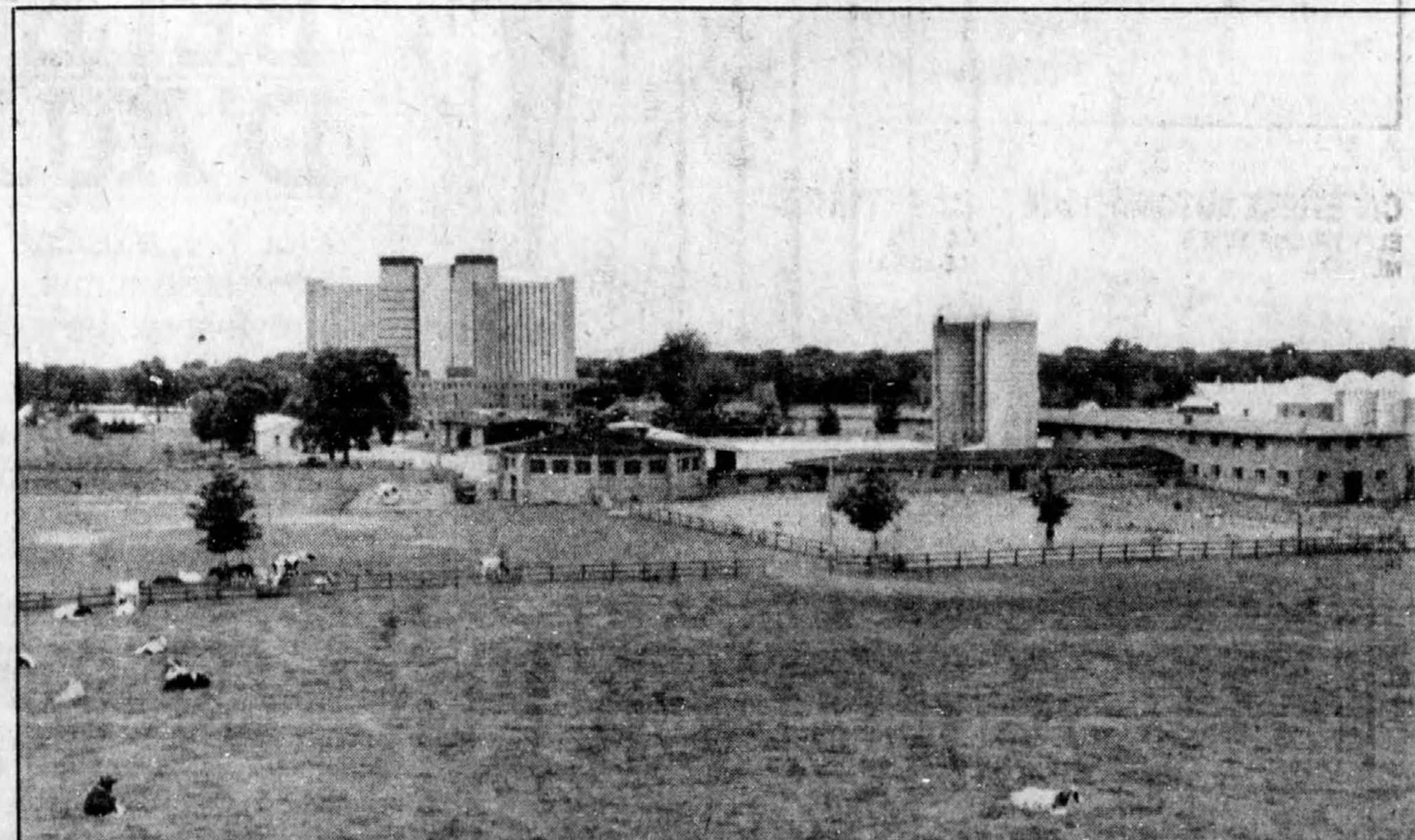
### Une ville dynamique

Outre la paroisse catholique, Ste-Anne possède deux paroisses protestantes, soit la St-George's Anglican Church, fondée en 1898, et la Ste-Anne-de-Bellevue United Church, construite en 1913.

La congrégation des Soeurs de Sainte-Anne y possède en outre un imposant couvent inauguré en 1900.

Enfin, on trouve à Ste-Anne l'un des plus grands hôpitaux militaires du Canada de même qu'une imprimerie coopérative, unique en son genre, la Harpell Press, qui est devenue la propriété de ses employés-actionnaires dans les années 30. L'imprimerie a été construite dans un grand parc de verdure auquel on donna le nom de Gardenvale. L'affluence du courrier et des opérations de cette coopérative d'imprimerie fut telle qu'à un certain moment on ouvrit un bureau de poste au sein même de l'entreprise et le nom de Gardenville finit par s'imposer comme une municipalité autonome! Le fondateur de la Harpell fut l'un des grands mécènes de la municipalité. Cette dernière a baptisé un parc et une rue de son nom.

**LUNDI :  
Ste-Geneviève.**



La ferme du collège Macdonald. À l'arrière plan, l'hôpital des anciens combattants.

# LES SUPERMARCHÉS **PROVIGO**



**A. CAFETIÈRE AUTOMATIQUE ÉLECTRIQUE ACM 6 MELITTA**

CHACUNE **39<sup>89</sup>**

**B. CAFETIÈRE GCM - 6 MELITTA**

CONT. DE 6 TASSES **7<sup>89</sup>**

**C. FILTRE À CAFÉ FORMAT PANIER MELITTA**

BTE DE 100 **.89**

**D. CAFETIÈRE CM.1 PLASTIQUE MELITTA**

1 TASSE **2<sup>89</sup>**

**E. CAFÉ MOULU PREMIUM MELITTA**

BTE DE 454 g **3<sup>89</sup>**

**F. CORNETS FILTRE NO 6 MELITTA**

BTE DE 40 **.89**

**G. CORNETS FILTRE NO 2 ET NO 4 MELITTA**

BTE DE 40 **.89**

**H. COLORANT À CAFÉ COFFEE MATE**

BOCAL DE 375 g **1<sup>79</sup>**

**I. TASSES À CAFÉ CHOIX DE MODÈLES ET DE COULEURS**

**21,99**

**J. BÂTONNETS TOUT USAGE SERVI STIX**

BTE DE 200 **.79**

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 10 SEPTEMBRE 1983. DANS LES SUPERMARCHÉS DU GRAND MONTRÉAL ET SA BANLIEUE.

LES PHOTOS NE SERVENT QU'À IDENTIFIER LA MARQUE DE COMMERCE DES PRODUITS ANNONCÉS ET LE TEXTE PRÉVAUT EN TOUTES OCCASIONS.



<p><b>FRUITS EN COUPES</b> ANANAS, PÊCHES OU POIRES EN DÉS OU COCKTAIL DE FRUIT, DEL MONTE EMB. DE 4 x 142 mL</p> <p><b>159</b></p>	<p><b>JUS DE POMMES</b> VITAMINÉ, "ZIP TOP" ROUGEMONT EMB. DE 6 x 170 mL</p> <p><b>159</b></p>	<p><b>BOISSON AU CHOCOLAT</b> QUÉBEC CONT. DE 1 litre</p> <p><b>.69</b></p>
<p><b>DINER</b> MACARONI AU FROMAGE KRAFT BTE DE 225 g</p> <p><b>2/100</b></p>	<p><b>CRAQUELINS</b> AVEC FROMAGE, PORTION KRAFT EMB. DE 1 1/8 g</p> <p><b>5/100</b></p>	<p><b>FROMAGE GRUYÈRE</b> 12 PORTIONS SWISS KNIGHT BTE DE 227g</p> <p><b>129</b></p>
<p><b>RAISINS</b> SUN MAID BTE INDIVIDUELLE EMB. DE 6 x 42 g</p> <p><b>119</b></p>	<p><b>YOGOURT C'EST SI BON</b> CHOIX DE SAVEURS CRESCENT CONT. DE 125 g</p> <p><b>4/100</b></p>	<p><b>FILET DE MORUE</b> SURGELÉ</p> <p><b>148 /lb 326 /kg</b></p>

Cette offre est valable jusqu'au samedi 10 septembre 1983, dans les Supermarchés du Grand Montréal et sa banlieue, des Laurentides, de Trois-Rivières et de l'Estrie. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Consultez notre cahier publicitaire pour de nombreux autres spéciaux.



LES SUPERMARCHÉS

**provigo**



**POIRES  
BARTLETT**

DES ÉTATS-UNIS  
CANADA DE FANTAISIE  
GROSSEUR 135



**.48** /lb  
**1.06** /kg

**RAISIN VERT  
"THOMPSON"**

SANS PÉPINS  
DES ÉTATS-UNIS  
CANADA NO 1

**.78** /lb  
**1.72** /kg

**MELON  
DE MIEL**

PRODUIT DES ÉTATS-UNIS  
GROSSEUR 5

CHACUN

**1.78**

**CHOUX-  
FLEURS**

PRODUIT DU QUÉBEC  
CANADA NO 1

CHACUN

**.68**

**LAITUE  
ROMAINE**

PRODUIT DU QUÉBEC

CHACUNE

**.48**

**COURGES  
SPAGHETTI**

PRODUIT DU QUÉBEC

CHACUNE

**.48**

**ÉCHALOTTES  
FRAÎCHES**

PRODUIT DU QUÉBEC

**3/ .68**

CETTE OFFRE EST VALABLE JUSQU'AU SAMEDI 10 SEPTEMBRE 1983,  
DANS LES SUPERMARCHÉS DU GRAND MONTRÉAL ET SA BANLIEUE, DES LAURENTIDES,  
DE TROIS-RIVIÈRES ET DE L'ESTRIE.  
NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS!

# Caracas : Washington rejette les propositions latino-américaines

d'après AFP

■ En présentant cinq propositions, dont la remise en ordre par les pays en dettes de leurs propres économies, les États-Unis ont exprimé, hier, à Caracas, leur position sur la crise financière de l'Amérique latine.

Dans une déclaration de 14 pages, Paul McGonagle, chef des experts de la délégation américaine, a également répondu aux orateurs latino-américains, qui, lors de la première journée, lundi, de la conférence de Caracas sur la dette de l'Amérique latine, avaient dénoncé les pays industrialisés comme principaux responsables de la crise actuelle de la région.

Les États-Unis ont fait les cinq propositions suivantes:

- Mise en ordre de leurs économies par les pays endettés.

- Assistance du fonds monétaire international (FMI) pour soutenir ces programmes économiques nationaux.

- Assistance financière et programmes d'aide cas par cas par les pays prêteurs.

- Poursuite de l'aide bancaire privée.

- Maintien d'une économie de libre marché.

M. McGonagle a demandé aux pays débiteurs de ne pas tomber dans «la rhétorique stérile», et d'inaugurer un nouveau style de dialogue nord-sud «fondé sur le pragmatisme et la coopération». Pour le chef des experts de la délégation américaine, l'endettement des pays producteurs de pétrole ne doit pas, par ailleurs, être considéré comme celui des pays les moins développés.

Précisant que le plan proposé

se fondait sur l'expérience acquise ces dernières années par les États-Unis et que ces mesures avaient «démontré leur efficacité», le délégué américain a rejeté toutes les propositions de solution énoncées depuis plusieurs jours par les pays latino-américains.

M. McGonagle a ainsi qualifié de «mesures paraissant efficaces à court terme, mais qui se révéleront improductives en moins d'un an» l'établissement de tout moratoire généralisé pour le continent, tout changement dans le fonctionnement actuel du FMI, et toute création d'un nouvel organisme international de régulation économique (certains pays avaient suggéré la création d'un FMI continental). L'expert américain a également rejeté toute éventuelle révision des taux d'intérêt et tout retour à une économie inflationniste.



téléphoto UPI

Les participants à la conférence de Caracas ont écouté avec attention l'intervention du délégué américain.

## Le parti péroniste choisit ses candidats

d'après AFP

■ Le congrès du Parti justicialiste (péroniste) a adopté lundi soir les candidatures aux élections présidentielles du 30 octobre prochain, de MM. Italo Luder et Deolindo Bittel, respectivement pour les postes de président et vice-président de la République.

M. Italo Luder, 66 ans, professeur de droit constitutionnel, avait été président intérimaire de la République argentine pendant quelques semaines en 1975. De son côté, M. Deolindo Bittel, ancien gouverneur de la province du Chaco (nord du pays), occupait jusqu'à sa désignation, le poste de vice-président du mouvement justicialiste. Les candidatures de MM. Luder et Bittel avaient été adoptées le 25 août dernier lors d'une rencontre des dirigeants des principales fractions du mouvement péroniste, durant laquelle M. Alfonso Caffero, ancien ministre des Finances, avait annoncé le retrait de sa candidature à la présidence.

Par ailleurs, la levée de la me-

sure judiciaire interdisant toute activité politique à l'ancienne présidente argentine Maria Estela Peron (Isabel Peron) sera annoncée entre vendredi et mardi prochains, a-t-on annoncé officiellement à Buenos Aires. L'ancien chef de l'Etat argentin avait été autorisé à quitter son pays pour l'Espagne en 1981, 5 ans après le coup d'Etat qui avait renversé son gouvernement, mais il lui est toujours interdit d'exercer une charge publique ou de briguer un mandat électoral.

En revanche, les rumeurs sur un retour imminent en Argentine d'Isabel Peron ont repris avec insistance. Cependant, l'ancienne présidente d'Argentine a quitté Fuengrola (sud de l'Espagne), où elle passait ses vacances, pour regagner Madrid, mais on ignore toujours quand elle compte rentrer en Argentine. (Toutefois, de source proche de Mme Peron en Espagne, on a appris que celle-ci ne souhaitait pas rentrer dans son pays dans l'immédiat pour ne pas s'immiscer dans les luttes internes au parti justicialiste (péroniste).

## L'opposition philippine lance une campagne de désobéissance civile

d'après AFP

■ Des opposants philippins et des organisations politiques ont appelé à une campagne nationale de désobéissance civile contre le régime du président Ferdinand Marcos le 21 septembre, un mois exactement après l'assassinat du principal dirigeant de l'opposition, M. Benigno Aquino.

Le mouvement «Justice pour Aquino, justice pour tous» créé juste après l'assassinat de M. Aquino, et qui a annoncé le lancement de cette campagne, revendique une cinquantaine de groupes et plusieurs milliers de membres. Ce mouvement a prévu d'utiliser «des moyens légaux et non violents» pour obtenir la démission du président Marcos, empêcher un éventuel coup d'Etat militaire et aider le pays à recouvrer la démocratie après 11 ans de loi martiale.

Bien qu'aucun mot d'ordre n'ait été lancé, des sources proches du mouvement ont laissé entendre que le non-paiement des impôts, le boycottage des journaux liés au régime en place, des grèves et des manifestations seraient organisées. Selon ces sources, cette campagne pourrait entraîner un boycottage des élections législatives prévues en mai prochain.



Le pont de San Miguel a été détruit en fin de semaine par les tirs d'artillerie des rebelles qui ont attaqué la ville, rompant ainsi une simili-trêve. téléphoto UPI

## Salvador : Quinones réclame l'arrêt des négociations de paix

d'après AP

■ Des représentants du gouvernement salvadorien ont déclaré hier que les rebelles de gauche ont agi de mauvaise foi lorsqu'ils ont attaqué une ville importante au cours de la fin de semaine et certains de ces représentants ont réclamé un arrêt des négociations de paix pour protester contre l'offensive rebelle.

M. Francisco Quinones, chef d'une commission de paix gouvernementale de trois membres qui a eu des entretiens avec les chefs de la guérilla la semaine dernière, a dit au cours d'une entrevue qu'il ne voyait plus de raison de poursuivre le dialogue avec les rebelles. M. Quinones a précisé toutefois qu'il s'agissait de son opinion personnelle,

mais que la commission prendrait une décision officielle sur cette question lors d'une réunion ultérieure.

Dans une annonce payée publiée dans les principaux journaux, la commission a qualifié l'attaque des guérilleros sur San Miguel «d'attitude ouvertement hostile» de la gauche, qui mène une lutte armée pour prendre le pou-

voir au Salvador depuis octobre 1979.

Environ 500 guérilleros ont déclenché un violent tir de mortier et d'artillerie sur San Miguel, localité située à 138 km à l'est de la capitale, après une accalmie des combats qui durait depuis trois mois. Selon les sources militaires, 33 personnes ont été tuées et 48 blessées au cours des combats qui ont eu lieu samedi et dimanche.



**A l'affût du Gibier ?**

POUR PLUS DE DÉTAILS  
CONSULTEZ LA RUBRIQUE 612

## URGENT besoin de Grands Frères

500 petits gars de la région de Montréal attendent un Grand Frère. Agés de 8 à 14 ans, issus de familles monoparentales, ces enfants ont besoin de vous!

Un Grand Frère accorde une attention particulière en écoutant et en guidant l'enfant... être Grand Frère c'est faire le don de l'amitié.

Pour plus de renseignements, communiquez immédiatement avec l'organisme des Grands Frères à:

**842-9715**

Le don de l'amitié

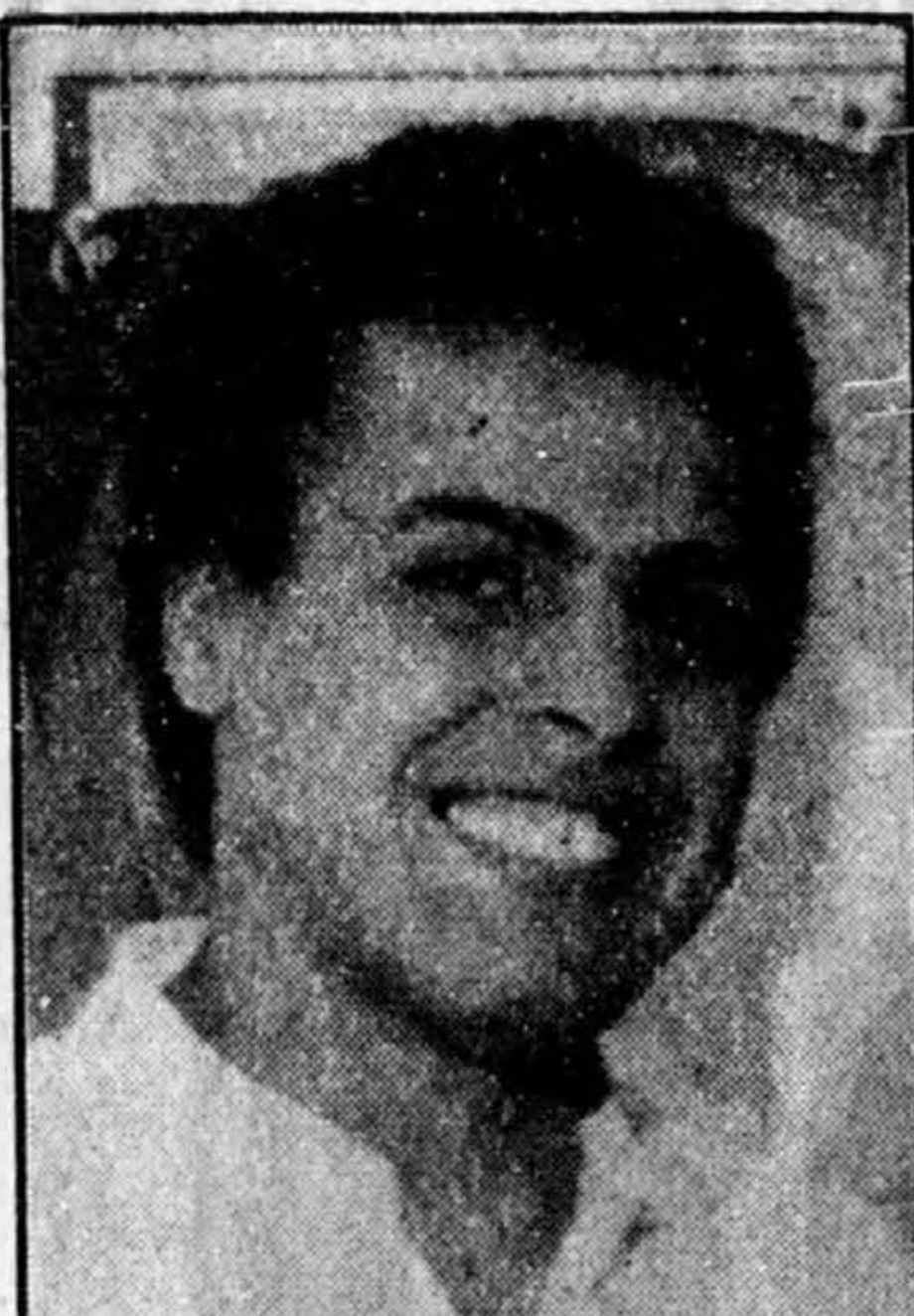
Les Grands Frères et grandes sœurs de Montréal inc.

# BRAVO

D'autres personnes chanceuses qui ont comparé leurs numéros de loto-circulaires à ceux de leurs supermarchés Provigo participants



**GAGNANTE DE 5,000 \$**  
Lise Gagné,  
31, Dufour,  
Kirkland



**GAGNANT DE 5,000 \$**  
Nour Eddine-Rhaleb,  
2019 Galt Ouest, # 2  
Sherbrooke, Qué.



**GAGNANTE DE 1,000 \$**  
Huguette Cannelle,  
9633, Ste-Mariane,  
Boisbriand

PARTICIPEZ À LOTO-CIRCULAIRES

LES SUPERMARCHÉS **provigo**

**1 \$ 15 C**  
CIRCULAIRES

# LE MONDE

## MISE EN GARDE SÉVÈRE DE WASHINGTON À DAMAS

# Les combats font rage au Liban

### ■ Deux nouveaux « marines » tués

d'après AFP, Reuter, UPI, AP

Alors que le canon continue de tonner dans la montagne et que les combats se poursuivent dans de nombreuses régions du Liban, tandis que les regards sont tournés une fois de plus vers Damas où l'envoyé spécial américain Robert McFarlane s'est inopinément rendu hier pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu et à une amorce de solution de la crise, la Maison Blanche a lancé, hier, une mise-en-garde à la Syrie en affirmant que l'envoi annoncé jeudi dernier d'un nouveau groupe naval américain, au large du Liban, devait dissuader Damas d'inciter à la violence dans la région.

On sait que la Syrie et ses alliés libanais du Parti Socialiste progressiste (PSP) notamment sont hostiles au déploiement de la troupe dans la montagne aussi longtemps qu'un accord politique n'aura pas été conclu entre l'Etat et l'opposition sur les questions fondamentales, en particulier l'accord libano-israélien du 17 mai dont ils demandent l'abrogation.

Des efforts pour tenter d'enrayer cette nouvelle flambée de guerre civile sont également déployés par l'Arabie saoudite qui mène des contacts avec la Syrie et M. Walid Jumblatt, chef de la communauté druze, déclare-t-on de source autorisée. (À Tunis, on apprend de source proche de la Ligue arabe que le siège de l'organisation n'a pas reçu, comme l'a affirmé la Syrie par son agence de presse SANA, un memorandum envoyé lundi par Damas demandant que les pays arabes rompent toutes leurs relations avec le Liban.

Dans le document, dont SANA a rendu compte, Damas demandait également que l'accord entre Israël et le Liban sur le retrait des troupes étrangères signé le 17 mai, soit inscrit à l'ordre du jour du prochain sommet arabe prévu en Arabie saoudite au mois de décembre.

Par ailleurs, quelques heures après la mort de deux nouveaux « marines » de la force multinationale à Beyrouth, le porte-parole de la Maison Blanche a affirmé que les Syriens devraient savoir que nous avons une considérable puissance de feu au large (des côtes libanaises), et ils devraient faire preuve de circonspection dans leurs propres activités d'incitation à la violence dans la région.

M. Ronald Reagan avait ordonné jeudi dernier le déploiement au large des côtes libanaises d'un groupe naval amphibie, avec 2.000 « marines » à bord, et demandé au porte-avions Eisenhower de demeurer dans la région pour une période indéterminée afin, avait-il dit, de protéger la sécurité des 1.200 soldats américains participant à la force multinationale à Beyrouth. Les 2.000 marines supplémentaires à bord du groupe naval amphibie sont équipés de pièces d'artillerie et d'hélicoptères de combat et ont toujours pour ordre de ne pas débarquer au Liban, a ajouté M. Larry Speakes.

C'est la première fois depuis la dégradation de la situation au Liban que les Etats-Unis lancent une mise en garde aussi explicite à la Syrie. Un haut responsable américain, qui a requis l'anonymat, a réaffirmé que les Syriens ont une influence démesurée sur les factions (libanaises) et cherchent à retarder un accord entre

le gouvernement libanais et ces factions.

La Maison Blanche a réaffirmé à la suite de la mort de deux nouveaux « marines » de la force multinationale que la présence du contingent américain était essentielle pour soutenir les efforts du président Gemayel en vue d'une restauration de la souveraineté du gouvernement libanais sur l'ensemble du pays. La semaine dernière, le contingent américain avait déjà subi la perte de deux hommes, tombés au combat pour la première fois depuis l'envoi des « marines » à Beyrouth il y a un peu plus d'un an. Ces morts avaient suscité un fort mouvement dans l'opinion américaine en faveur du rapatriement des « marines ».

À Jérusalem, Israël a lancé une mise en garde à la Syrie contre toute intervention directe dans les combats entre chrétiens et druzes. Selon les experts militaires israéliens, la chute de Bhandoum aux mains des miliciens druzes signifie pour le moment que les milices druzes contrôlent l'accès de Beyrouth et ont rompu leur isolement en établissant une jonction avec les forces syriennes et leurs positions du Metn au nord de Bhandoum.

Selon Israël, tant que les combats se limiteront à des affrontements inter-communautaires, ils constitueront une « stricte affaire intérieure libanaise ». En revanche, si des forces palestiniennes et syriennes devaient participer à la poussée des milices druzes, « une situation nouvelle sera créée et Israël devra réagir en

conséquence ». Pour l'instant, on souligne dans les milieux israéliens que la chute de Bahadroum « est un coup fatal » pour le gouvernement de M. Amine Gemayel. Israël a fait savoir à la Syrie que Israël se tiendra en dehors des combats tant que les troupes de Damas n'interviendront pas directement.

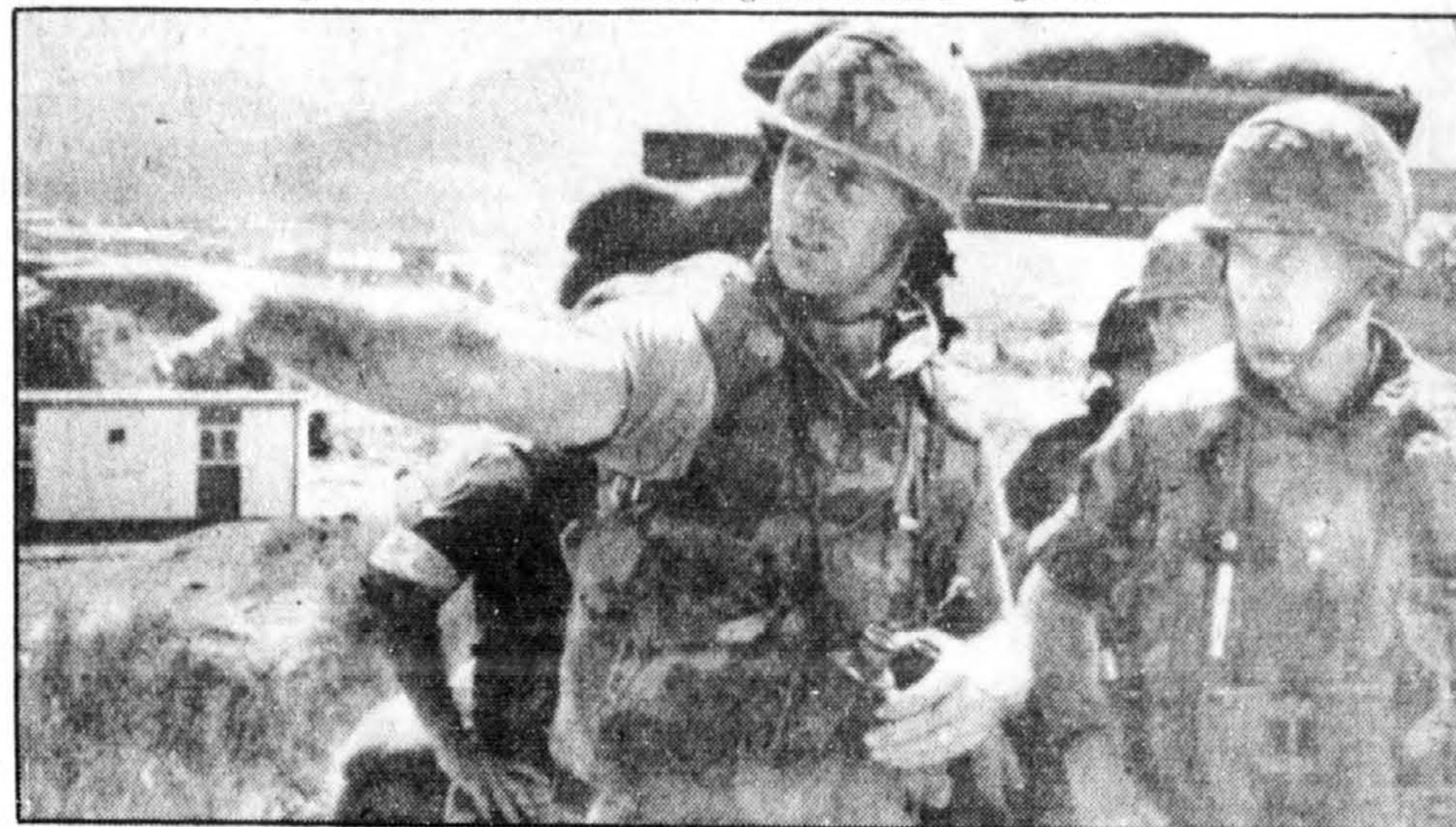
Pour l'instant, des affrontements de grande envergure à coups de canons lourds, mortiers et roquettes continuent de faire rage autour de Beyrouth alors que les milices druzes, soutenues par la Syrie, ont progressé vers

la capitale. Au troisième jour du repli des forces israéliennes, qui ont quitté le Chouf pour des positions mieux défendables au sud, les factions en guerre se battent pour le contrôle des zones évacuées.

À Rome, le général Farez Habib, proche conseiller du président Gemayel, a déclaré mardi que l'Italie préparait une nouvelle initiative de paix au Proche-Orient avec le consentement du gouvernement libanais. À l'issue d'un entretien d'une heure avec M. Bettino Craxi, président du conseil italien, le général Habib a

déclaré : « J'espère que vous verrez les effets de cette rencontre dans les prochains jours. Le gouvernement libanais est complètement ouvert aux propositions d'une solution politique que, compte avancé le gouvernement italien ».

Un porte-parole de M. Craxi s'est abstenu de tout commentaire dans l'immédiat, mais au Parlement italien, plusieurs ministres ont fait allusion à une tentative de former un gouvernement d'union nationale au Liban ou siègeraient toutes les factions en guerre.



Le contingent des « marines » qui avait déjà perdu deux hommes à proximité de l'aéroport a encore perdu deux hommes hier. De plus deux autres « marines » ont été blessés dont un grièvement.

téléphoto AP

## Tchad : les rebelles se rapprochent des Français

d'après AFP, Reuter

Les forces libyennes ont lancé hier une nouvelle attaque contre la garnison gouvernementale d'Oum Chalouba, dans le nord-est du Tchad, pour la deuxième fois en cinq jours, a annoncé M. Mahamat Soumaila, ministre de l'information tchadien, se rapprochant ainsi des premières positions françaises.

Oum-Chalouba, carrefour de pistes situé à 100 km au nord des positions françaises d'Arada, au nord d'Abéche, a été attaqué hier matin par 2 000 Libyens et 1 000 « mercenaires » appuyés par des blindés et de l'artillerie, mais ont été repoussés, a affirmé M. Soumaila.

Vendredi dernier, un assaut identique a été tenté et selon N'Djamena 800 rebelles ont été tués et 600 faits prisonniers, pour 15 blessés seulement dans les rangs gouvernementaux. Les combats se poursuivaient en milieu de journée, a dit M. Soumaila.

Le ministre a précisé ensuite que six avions de fabrication soviétique avaient pilonné Oum Chalouba pendant une heure et demie, faisant des victimes civiles et des dégâts considérables au matériel militaire. Toutefois, dans des milieux informés suivant de très près la situation au Tchad, on déclarait hier qu'un seul avion volant à haute altitude est intervenu en lâchant quelques bombes dans la région d'Oum

Chalouba lundi après-midi sans faire de victime. Il est de même difficile de se faire une idée précise de l'ampleur des affrontements d'hier à Oum-Chalouba.

De source militaire française on s'abstient de tout commentaire sur ces affrontements. La prise d'Oum Chalouba par les forces libyennes les rapprocheraient toutefois dangereusement des éléments avancés français stationnés à Arada.

D'autre part, à Addis Abeba, l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et la France sont d'accord sur la nécessité d'un accord négocié du conflit tchadien, a déclaré le ministre éthiopien des affaires étrangères, M. Gochu Wolde. Retour de Paris, Tripoli et Alger, le ministre a dit avoir eu avec le président François Mitterrand des entretiens détaillés sur une éventuelle stratégie de paix pour le Tchad.

Enfin, un missionnaire catholique montréalais, le père André Chicoine, 38 ans, a été expulsé du Tchad hier après avoir passé plus de cinq semaines en détention sous l'accusation d'avoir collaboré avec les rebelles anti-gouvernementaux. Le prêtre canadien a été conduit sous escorte armée à l'aéroport de N'Djamena et mis à bord d'un avion en partance pour Paris. Sa mère, qui attendait sa libération à N'Djamena, a été prévenue seulement à la dernière minute. Le père Chicoine avait été arrêté le 27 juillet dans le sud du Tchad.

## DÉPÊCHES

**ISRAËL** : M. Yitzhak Shamir, appelé à succéder à M. Mehaem Begin à la tête du gouvernement israélien, a annoncé hier soir qu'il serait prêt à former une nouvelle coalition gouvernementale la semaine prochaine. M. Shamir a indiqué que M. Begin remettrait vraisemblablement sa démission écrite au président Chaim Herzog dans les prochains jours, probablement après le Nouvel An juif, qui commence aujourd'hui.

**FRANCE** : Selon un sondage d'opinion effectué à la fin août, 47 p.c. des Français interrogés sont très inquiets de l'avenir, alors que 35 p.c. ne le sont ni plus ni moins qu'avant. Le chômage reste au premier rang des préoccupations, au point que plus de la moitié des Français interrogés se disent favorables au renvoi d'une certaine partie des travailleurs immigrés.

**AFGHANISTAN** : Plus de cinquante soldats soviétiques ont trouvé la mort au début du mois d'août à Hérat, dans l'est de l'Afghanistan, après avoir été encerclés par les maquisards afghans au cours d'une opération de recrutement forcée de civils, a affirmé hier à Islamabad, au Pakistan, une source diplomatique occidentale. Selon cette source, pris entre deux feux dans un quartier de la ville où se trouvaient beaucoup de moudjaheddine, les Soviétiques ont perdu entre cinquante et cent hommes.

**MADAGASCAR** : L'ARENA (Avant-garde de la révolution malgache), parti du président Didier Ratsiraka, a obtenu plus de 85 p.c. des sièges à pourvoir, lors des élections législatives du 28 août dernier, selon les résultats non définitifs publiés par le ministre malgache de l'Intérieur. L'ARENA a remporté 116 sièges sur 136. La très large majorité dont disposera l'ARENA à la nouvelle assemblée assurera en principe, estiment les observateurs, une grande stabilité politique au régime du président Ratsiraka.

**ANGOLA** : Le président José Eduardo Dos Santos, chef de l'Etat angolais, a accusé l'Afrique du Sud d'accroître son intervention militaire en Angola. Le président Dos Santos a fait cette déclaration à Malange, à 4090 km à l'est de Luanda où il était venu assister à la mise en place d'un conseil militaire régional dans le cadre de la nouvelle politique de défense suivie par son gouvernement.

**CHINE** : Le ministre des Affaires étrangères chinois, M. Wu Xueqian, doit bientôt rencontrer son homologue soviétique, M. André Gromyko, à New York. Ce premier contact à un tel niveau entre les deux pays depuis 1969 se tiendra pendant l'Assemblée générale des Nations unies qui commence le 20 septembre. La dernière rencontre d'importance identique avait réuni l'ancien président du conseil soviétique Alexei Kossyguine et le premier ministre chinois Chou En-lai il y a quatorze ans.



Un parachutiste français continue son travail d'entraînement des forces tchadiennes, en dépit du rapprochement des combats.

téléphoto AP

## CSCE : Enfin l'accord final

d'après Reuter, AFP

La grande ronde des conférences internationales a recommencé malgré le grave incident de l'avion sud-coréen. A Madrid les 35 pays participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont finalement tombés d'accord hier soir sur l'adoption d'un document final et la clôture de la réunion ouverte officiellement le 11 novembre 1980, tandis qu'à Genève, les négociations américano-soviétiques sur les euromissiles ont recommencé dans un climat apparemment identique aux précédentes sessions.

Dans la capitale espagnole où d'importantes mesures de sécurité ont été prises par les autorités pour assurer la protection des 35 ministres des Affaires étrangères des pays membres de la CSCE, dont M. André Gromyko arrivé hier, qui se tiendra du 7 au 9 septembre, Malte a donné son aval au document final de la réunion ouverte en 1980 en échange d'une déclaration du président non incluse dans le document évoquant la question de la sécurité en Méditerranée.

Après une journée fertile en rebondissements, dus à des tractations de dernière minute dans les coulisses, Malte, qui refusait depuis 2 mois son consensus au document final, faute d'y voir figurer la mention d'un prochaine réunion d'experts sur la sécurité en

Méditerranée, a finalement fait savoir, qu'elle était prête à accepter la formule de compromis que lui proposaient depuis plusieurs semaines les neutres et les non-alignés à l'initiative de la Suède.

Dans la déclaration interprétative annexe du document, rendue publique hier soir, il est dit que le président note que les Etats participants ont dûment pris note des propositions concernant les questions relatives à la sécurité en Méditerranée incluses dans l'acte final.

« Le président note en outre que les Etats participants sont prêts à soutenir, lorsque ce sera approprié, les initiatives que Malte et d'autres Etats participants concernés pourraient lancer dans la période suivant Madrid pour maintenir et amplifier les contacts et le dialogue des Etats participants, selon les termes de l'acte final d'Helsinki adopté par la CSCE avec les Etats méditerranéens non participants pour inclure tous les Etats de la Méditerranée ».

Pendant ce temps à Genève, des diplomates occidentaux estimaient que les pourparlers sur les euromissiles déjà dans l'impasse seront certainement affectés par la crise est-ouest qui se développe après la destruction du Boeing sud-coréen.

Américains et Soviétiques se sont prêtés au classique rituel des sourires et poignées de main

en se retrouvant après deux mois d'interruption. Il est maintenant clair que la tragédie de la semaine dernière ne bloquera pas la négociation, l'enjeu en est trop important pour les parties en cause, néanmoins l'affaire du Boeing en retardera le déroulement. Par conséquent à moins qu'une de ces parties ne se retire des négociations, hypothèse improbable selon les milieux diplomatiques, l'actuelle session de pourparlers se poursuivra jusqu'au début du mois de novembre.

Toutefois, les perspectives d'une sortie de l'impasse sont généralement considérées comme pratiquement nulles. Si aucun accord sur des réductions mutuelles d'armement n'est conclu avant décembre, l'Alliance atlantique s'est engagée à commencer l'installation de 572 missiles de croisière et « Pershing 2 » en Europe occidentale.

MM. Paul Nitze et Youli Kvitinski, les chefs des deux délégations, se sont retrouvés pendant une heure trois quarts à la mission soviétique aux Nations unies. Selon un usage établi depuis le début des conversations aucune des parties n'a révélé la teneur des entretiens.

Élément qui pourrait peser sur les négociations, la Chambre des députés néerlandaise a adopté hier, à main levée, une motion demandant que les forces nucléaires française et britannique soient comptabilisées « d'une manière ou d'une autre ».



Le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, M. Andrei Gromyko (à droite) est arrivé, hier, à Madrid, pour assister à la session finale de la CSCE.

téléphoto UPI

## Mince bilan

d'après AFP

La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) est la continuation d'un processus entamé en 1975 à Helsinki, lieu de la première conférence continentale depuis le congrès de Vienne en 1815. L'Acte Final d'Helsinki (1er août 1975) avait permis au bloc de l'Est d'obtenir la reconnaissance implicite du partage de l'Europe découlant des Accords de Yalta (février 1945), en échange de la promesse de promouvoir la cause des droits de l'homme et des contacts humains.

L'objet essentiel de la CSCE étant la détente Est/Ouest, la Conférence de Madrid, qui a coïncidé avec une période de nette dégradation des rapports entre les deux blocs, n'a donc accompli sur cette voie que de très petits pas.

La Conférence de Madrid a eu le plus souvent les allures d'un dialogue de sourds marqué par de violents affrontements alternant avec de longues périodes de paralysie, tels que les 8 mois d'interruption de l'an dernier, suite à la crise polonaise. Il est vrai que l'Est et l'Ouest n'étaient pas sur la même longueur d'ondes : Washington et ses alliés se sont attachés principalement à la question des droits de l'homme, alors que Moscou et le reste du Pacte de Varsovie ne s'intéressaient qu'à la préparation de la Conférence sur le désarmement en Europe.

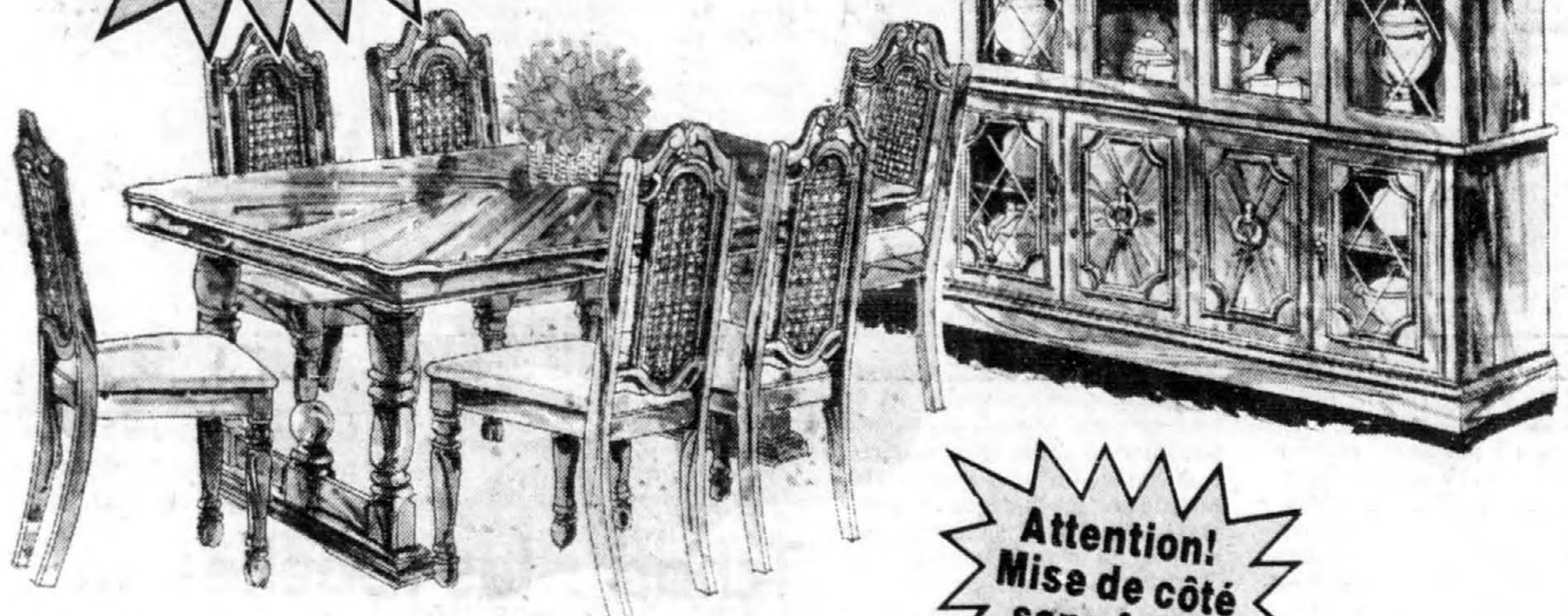
La prochaine conférence-bilan de la CSCE s'ouvrira à Vienne le 4 novembre 1986.



# LE SOLDE SPECTACULAIRE

## Élégance classique

Inclus  
livraison et service  
après vente  
sans frais  
additionnel



Attention!  
Mise de côté  
sans frais

### Salle à manger de 9 pièces de style traditionnel

Un ensemble superbe de haute qualité signé Singer. Fini pacanier à motif de veinage. Ferrures distinctives. L'ensemble comprend: buffet, vaisselier éclairé à portes vitrées, table à double piédestal, 2 fauteuils et 4 chaises à sièges soigneusement rembourrés.

**1699\$** 9 mcx



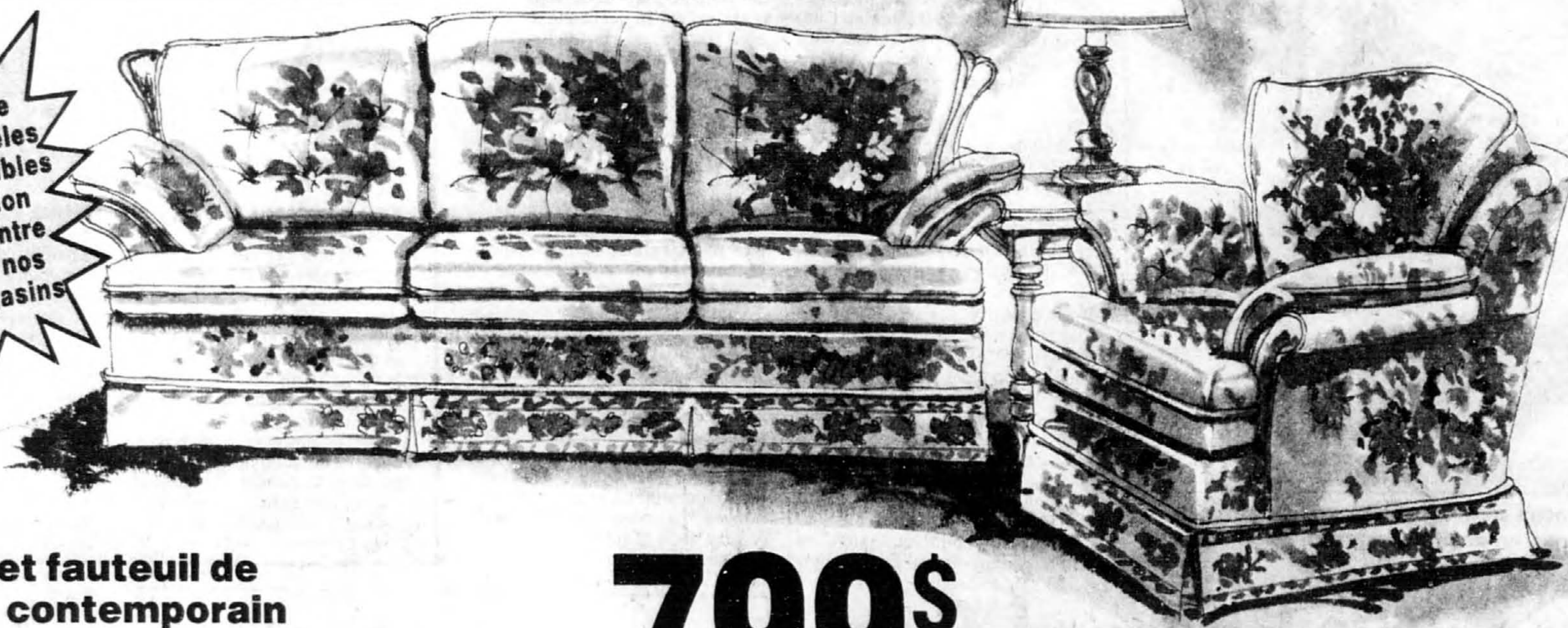
### Pupitre à bibliothèque

• Parfait pour ranger livres et articles divers. En mélamine ton pacanier sur aggloméré de bois, bureau à 1 porte, deux tablettes et deux compartiments, bibliothèque avec éclairage.

**179\$**

Service et livraison inclus

Plus de  
50 modèles  
d'ensembles  
de salon  
en montre  
dans nos  
5 magasins

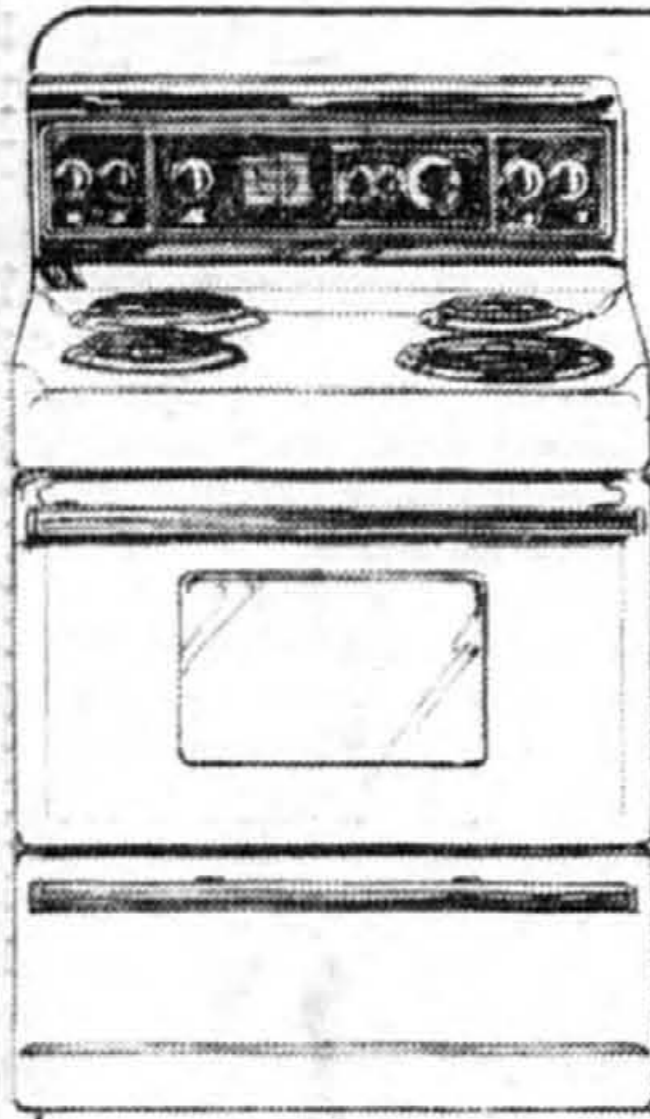


### Sofa et fauteuil de style contemporain

- Carcasse en bois dur et contre-plaqué. Dossier bien rembourré, coussins d'assise en mousse de polyester. Fauteuil berçant et pivotant. Dossier à oreilles; passepoil décoratif; volant au bas qui dissimule les pattes.

**799\$** 2 mcx

Service et livraison inclus



### Cuisinière de 30 po.

- Tournebroche en option.
- Bouton de commande du four - grillage et cuisson variables.
- Lampe dans le four.
- Centre de programmation.
- Horloge.
- Voyants de marche.
- 4 éléments amovibles: 2 de 8 po (2350W) et 2 de 6 po (1425W).
- Commandes à réglages infinis de la chaleur.

**459\$**

Service et livraison inclus

### Sécheuse

- Trois programmes de séchage: régulier minuté et délicat.
- Choix de trois températures, régulière, délicat et duvetage.
- Bouton de mise en marche de sureté.
- Filtre à charpie amovible placé à l'avant.
- Eclairage à l'intérieur avec ouverture de la porte.
- Grande porte pleine largeur pour un accès facile.

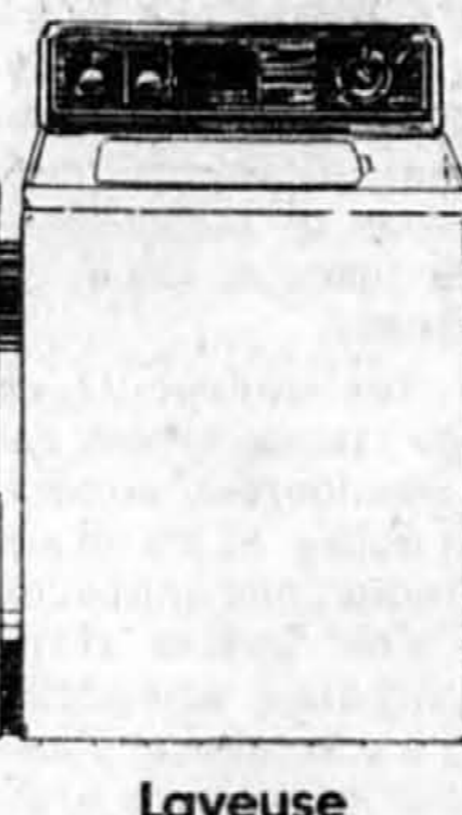
**349\$**

SERVICE ET LIVRAISON INCLUS

### Hotpoint



Sécheuse



Laveuse

### Laveuse

- Offrant trois programmes régulier, lavage additionnel et apprêt permanent.
- Choix de cinq combinaisons des températures de l'eau de lavage/ rinçage.
- Doseur d'agent de blanchiment.
- Agitateur à pont offrant une action de lavage en spirale très efficace.

**529\$**

SERVICE ET LIVRAISON INCLUS

### Réfrigérateur 15 pi. cu.

- Sans givre
- Congélateur de 3.5 pi. cu.
- Bacs à glace
- Deux tablettes réglables, 10 positions
- Deux tiroirs d'emmagasinage
- Garde-beurre
- Casier laitier
- Bac à oeufs

**669\$**

Service et livraison inclus



# BRAULT & MARTINEAU

"C'est là qu'ça se passe!"

7930 SHERBROOKE EST, MONTRÉAL, METRO BEAUGRAND 353-7330

382 BOUL. DES LAURENTIDES, LAVAL 667-3210

1130 DOLLARD, VILLE LASALLE 364-6110

6875 JEAN-TALON, ST-LÉONARD 254-9455 PRÈS DES GALERIES D'ANJOU

3245 CHEMIN CHAMBLÉ, LONGUEUIL COIN ROBERVAL 679-1260